

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 86

p.a.f. 0,80 € - novembre 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Augmentation générale des salaires, pensions et allocations !

Dans ce numéro:

*Ryanair, Aviapartners, BPost, Mestdagh, ...
les travailleurs en lutte contre l'exploitation*

*Procès des hébergeurs de migrants:
non à la criminalisation de la solidarité !*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Si tu veux la paix, prépare la révolution

Le 11 novembre, le temps de quelques cérémonies, les chefs d'Etat se sont réunis pour déposer des gerbes de fleurs au soldat inconnu de 14-18 et prononcer de pieux discours sur la paix. Le 12 novembre, ils sont retournés à leur travail, les uns passant commandes d'avions de guerres, les autres concluant des contrats de ventes d'armements avec des dictateurs. La paix n'existera que lorsqu'on se sera débarrassé du capitalisme et de la concurrence qu'il engendre.



« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (Jean Jaurès)

Du 24 octobre au 7 novembre se sont déroulés en Norvège les plus grandes manœuvres militaires organisées par l'Otan depuis la fin de la guerre froide : plus de 50 000 soldats, 10 000 véhicules, 250 aéronefs venant de 31 pays. Il s'agit pour les États-Unis et leurs alliés de faire une démonstration de forces, en particulier vis-à-vis de la Russie.

Ces bruits de bottes rajoutent encore de la tension dans les relations internationales en ces temps de crise et de concurrence aggravées entre les grandes puissances.

Ils rappellent en tout cas jusqu'où peut mener le capitalisme qui a déjà plongé le monde dans deux guerres mondiales, sans compter les guerres locales qui se sont poursuivies sans discontinuer. Ces manœuvres n'ont rien de rassurant.

Il y en aura pour tout le monde

Les vendeurs d'armes européens se sont émus du fait que l'armée belge achète ses avions de chasse aux USA.

Macron avait vertement tancé la Belgique qui ne jouait pas le jeu en Europe... en ne commandant pas français. Pour se racheter, l'armée a commandé 442 véhicules blindés à la France pour une bagatelle de 1,5 milliards d'euros.

Contenter les gros et petits pilleurs de la planète pour continuer à faire partie de ce club, c'est à cela que servent tous ces milliards déversés par le gouvernement.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Augmentation générale des salaires, pensions et allocations !

Ça commence à coûter cher d'aller travailler, c'est ce que se disent bien des travailleurs avec angoisse et colère en passant à la pompe où le diesel affiche maintenant officiellement 1,62 € le litre.

Et il n'y a pas que le diesel. La facture d'électricité, de gaz et d'eau est à la hausse, les dépenses scolaires, les loyers, les assurances, les médicaments. Même l'indice des prix à la consommation très officiel indique une inflation de 2,75%, tendance à la hausse.

Les salaires sont très loin de suivre et la corde se serre autour du cou de bien des ménages populaires.

Théoriquement, en Belgique, les salaires sont indexés sur l'évolution des prix. Mais depuis de nombreuses années, ce système a été vidé de son sens. Depuis le plan global du gouvernement Dehaene en 1993, les carburants, au même titre que le tabac et l'alcool, ne sont plus repris dans le calcul de l'indexation qui est devenu à ce moment-là, le mal nommé « indice santé ».

Depuis lors, la composition du « panier de la ménagère » qui reprend les articles pour calculer l'évolution du « coût de la vie », a été « lissée » et manipulée à bien des reprises. Sous le gouvernement Di Rupo, un des tours de magie a été de reprendre les « produits blancs » dans le calcul, une autre façon d'empêcher l'indice de dépasser la hausse des 2% qui déclenche l'indexation des salaires. Quant au gouvernement Michel, il a opéré un « saut d'index », c'est-à-dire que l'indexation n'a simplement pas été appliquée.

Au fil des ans, c'est une importante perte cumulée de pouvoir d'achat. Et c'est sans compter tout le reste : les baisses de salaires imposées dans les entreprises, les contrats précaires qui se sont multipliés où on vit entre travail et chômage ; le travail « ubérisé » où le travail est payé non pas avec un salaire mais à la course ou à la pièce, et donc soumis à aucune indexation. Ou encore les baisses des pensions qui laissent déjà aujourd'hui près de 40% des personnes âgées sous ou à la limite du seuil de pauvreté.

Mais si les salaires n'ont pas suivi les prix, il faut aussi travailler beaucoup plus pour son salaire. En témoignent les grèves qui éclatent ces derniers temps pour dénoncer des charges de travail devenues intenable : Aviapartners, BPost, Mestdagh, Kone, la fonction publique...

Les seules poches qui continuent à se remplir, c'est celles du grand patronat. Les profits et les dividendes ainsi que les rémunérations des grands patrons sont à la

hausse. Cela va tellement bien pour eux que chaque année, le nombre de millionnaires augmente en Belgique. C'est parce qu'ils s'enrichissent de notre appauvrissement.

Les travailleurs ont bien raison de ne pas vouloir accepter les bas salaires, les pensions au rabais et le chômage. Et il n'est donc pas étonnant et il est tout à fait justifié que le mouvement des « gilets jaunes » attire.

Mais les travailleurs ne pourront s'opposer au recul de leur niveau de vie qu'en défendant leurs propres intérêts, sans disparaître derrière d'autres catégories sociales qui protestent également contre la hausse des carburants. Les patrons des entreprises du transport routier ou du bâtiment expliquent déjà qu'ils seront contraints d'augmenter leurs prix, voire de baisser les salaires ou de licencier, si le gouvernement ne leur donne pas satisfaction.

Ils défendent leurs intérêts. Mais, qu'ils arrachent des concessions au gouvernement ou qu'ils jouent sur les prix ou les salaires, cela se fera au détriment du monde du travail.

Les travailleurs, eux, n'ont pas de possibilité de compenser les hausses de prix. Pour les salariés, les retraités, les chômeurs, la seule façon de s'opposer à la baisse continue de leur niveau de vie est d'exiger l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations.

Pour ne pas se laisser appauvrir, il faut faire payer le patronat. Il faut contraindre les grands groupes à utiliser les milliards tirés de l'exploitation pour augmenter les salaires et garantir les emplois, plutôt que pour gaver les actionnaires. Cela veut dire engager la lutte contre la classe riche, en nous battant sur notre terrain. En bloquant les entreprises par la grève, nous avons des moyens infiniment plus puissants de paralyser l'économie et de nous faire entendre.



Les profits dans l'ascenseur, les salaires cloués au sol ?

Les travailleurs de Kone (ascenseurs) ont fait 6 jours de grève suite à l'introduction d'un nouveau système de géolocalisation qui dispatche les techniciens dépanneurs sur les différents chantiers.

Encore plus de charge de travail pour le même salaire, encore plus de surveillance pour encore plus de profits pour les actionnaires ? Les travailleurs ont dit non et ont obtenu quelques premières concessions de leur direction.

Des élèves se font entendre

Jeudi 15 novembre, des élèves de 4ème secondaire de l'Institut Marie Immaculée à Anderlecht ont organisé une manifestation dans la cour de leur école pour faire connaître leur ras-le-bol de la situation de l'école. Ils voulaient dénoncer l'état déplorable des locaux, certains ayant cours dans des greniers ou des classes où il pleut, le manque de laboratoire et aussi le fait que les professeurs absents ne sont pas remplacés.

Les professeurs sont venus soutenir les élèves dans la cour et la direction dit comprendre leur action. La situation vécue dans cette école est la même que dans des milliers d'autres : classes où il pleut, où il y a des souris, caves et greniers occupés, manque de toilettes, de réfectoires, de salles de sport...et des mois voire des années entières passées sans remplacer certains professeurs.

Voilà le résultat de décennies d'austérité dans les écoles.

Les élèves de l'IMI montrent le chemin : il faut dénoncer cette situation scandaleuse et réclamer des moyens supplémentaires pour l'enseignement !



BPost : la corde est cassée

90% des postiers ont suivi l'appel à la grève des syndicats. Et même quand les syndicats ne soutenaient plus la grève, les piquets ont pourtant repris à plusieurs endroits du pays.

Cet été, le patron de BPost, Koen Van Gerven, avait dit « nous sommes arrivés au bout de notre modèle ». Après avoir pressuré les postiers pour les faire suer des profits pour les actionnaires, il annonçait désormais des réductions de service comme la distribution journalière du courrier.

Les postiers ne sont pas seulement au bout du modèle, mais n'en peuvent plus d'une charge de travail intenable.

Et ils ont raison de ne pas vouloir abandonner leur grève au moment où la direction commence à faire les premières concessions ! Alors ce mouvement pose à nouveau la question du contrôle de leur mouvement par les grévistes. Afin de pouvoir décider eux-mêmes de la continuation ou non de leur grève, même quand les directions syndicales n'en veulent plus.



Patrons pénibles

Pour faire avaler le relèvement de l'âge de la pension à 67 ans, le gouvernement a proposé des exceptions pour « les métiers pénibles ». Mais la FEB refuse que les critères de pénibilité appliqués pour le secteur public soient utilisés pour le secteur privé en argumentant que « la moitié des travailleurs auraient un métier pénible ».

Les patrons connaissent bien, en effet, l'aggravation des conditions de travail qu'ils imposent à leurs salariés. Et comme la pénibilité augmentera pour tous avec l'augmentation de l'exploitation, négocier des exceptions ne résout aucun problème.

Il faudra réduire les dividendes des actionnaires, toujours plus importants, pour améliorer les conditions de travail, embaucher et payer des salaires et des pensions corrects.

Accompagnateur de train, pas flic!

En 2017, 400 000 voyageurs ont été contrôlés sans titre de transport valide sur les lignes de la SNCB qui constate en plus que les agressions contre les accompagnateurs de train repartent à la hausse. Loin de s'interroger sur la suppression des guichets dans de nombreuses gares, sur la surtaxe de 7 € pour les voyageurs qui doivent acheter leur ticket auprès de l'accompagnateur de train, la direction de la SNCB charge, depuis novembre 2018, les accompagnateurs d'infliger aux voyageurs sans tickets des amendes administratives qui peuvent atteindre 500 €. La direction de la SNCB veut contraindre les accompagnateurs à jouer le rôle de flics pour écarter des trains ceux qui ne peuvent pas payer. Une décision violente en soi, que la direction fait assumer aux accompagnateurs qui sont en première ligne.

La dépression, parlons-en... tous ensemble !

Selon les chiffres de l'Inami, le nombre de dépressions et de burn-out chez les travailleurs a augmenté de 70 000 en 2014 à près de 90 000 en 2017 ! Une enquête de la Ligue des familles confirme que 6 familles sur 10 ont du mal à concilier vie familiale et professionnelle à tel point que 20 % des parents sont au bord du burn-out.

Les instituts constatent, les organismes enquêtent, mais les patrons responsables de cette situation s'en moquent et continuent d'imposer des conditions de travail infernales, notamment aux caissières de Mestdagh et aux bagagistes d'Aviapartner... Jusqu'à ce que les travailleurs réagissent collectivement contre cette exploitation sans limite.



Dans le monde

Maroc : les mines de Jerada continuent de tuer

Début novembre, au Maroc, cinq habitants sont encore morts en essayant d'extraire du minerai près de Jerada.

Dans cette cité minière dont les mines ont fermé en 2001 et où d'importantes manifestations se sont succédé durant plusieurs mois pour réclamer, entre autres, de vrais emplois, rien n'a bougé en faveur des habitants. La contestation avait débuté après la noyade en décembre 2017 de deux frères, qui cherchaient du charbon dans un des boyaux désaffectés. Ils exploitaient les mines, comme la plupart des habitants, au péril de leur vie, pour quelques dizaines d'euros. L'indignation et la colère avaient soulevé durant des mois tous les habitants des villages proches des mines. Ils s'étaient organisés en comités de quartier pour agir. En février dernier, le roi Mohamed VI avait envoyé ses conseillers et ministres pour, en définitive, demander à la popula-

tion d'attendre que des fonds soient débloqués pour divers projets à venir.

En mars, des manifestations ont repris pour demander du concret et aussi la libération de dizaines de prisonniers. Car, si le gouvernement refuse de proposer aux habitants de Jerada un vrai travail et des infrastructures publiques correctes, comme un dispensaire pour les malades de la silicose, il n'hésite pas à réprimer. Des procès de dizaines de manifestants des derniers mois sont en cours, et des condamnations pleuvent, y compris de la prison ferme, pour certains.

Le pouvoir voudrait faire taire la contestation par la peur. Mais les familles des détenus ne se laissent pas intimider et font pression lors des procès. Ces cinq derniers décès font encore plus réagir la population.

La lutte des classes en chiffres

Selon une étude des syndicats européens, les salaires belges ont reculé de 1,7% en 2016 et 2017, le recul le plus important... de toute l'Union européenne ! Cela a-t-il permis la création d'emplois ? Non. Si on ajoute aux 365 000 chômeurs officiellement recensés par l'Onem, 42 000 jeunes sortis des études et 108 000 chômeurs non indemnisés, le total des chômeurs monte à 515 000, bien au-dessus des fanfaronnades du gouvernement.

De plus, 6 emplois créés sur 10 sont à temps partiel ou précaires.

Par contre, la Belgique compte 6 000 millionnaires supplémentaires cette année, 122 000 au total. Plus de profits, c'est moins de salaires et moins d'emplois.

Le Brésil n'est pas si loin...

Bolsonaro, élu président du Brésil, est un politicien d'extrême droite, nostalgique de la dictature militaire qui ensanglanta le pays pendant 21 ans. Il veut donner plein pouvoir à la police et éliminer, dit-il, "la vermine rouge" : travailleurs qui défendent leurs droits, paysans sans terre, syndicalistes, militants de gauche...

Le candidat du parti des deux ex-chefs de l'État, Lula et Dilma Rousseff, n'a eu que 45 % des voix. Il paie la politique de ce Parti dit des Travailleurs (PT) qui a gouverné treize ans au service des possédants. Il a déçu les classes populaires et, avec la crise, cela a rejeté une partie d'entre elles dans les bras de leur pire ennemi, Bolsonaro.

Celui-ci va s'en prendre à la population encore plus durement que ses prédécesseurs. Mais il pourra le faire en ayant la bénédiction des élections.

L'évolution réactionnaire au Brésil, et partout dans le monde, est le fruit de la crise du système capitaliste.

Face à cette menace, les travailleurs ont un besoin urgent de se doter de partis ouvriers révolutionnaires pour défendre leurs intérêts contre leurs faux amis et leurs vrais ennemis, qui servent le système capitaliste.

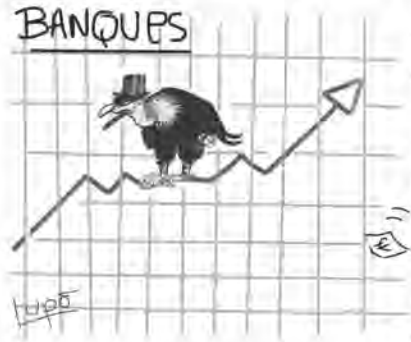
Une opération rentable... pour capitalistes

Le sauvetage des banques avait coûté 27,4 milliards il y a dix ans. Aujourd'hui l'Etat belge annonce qu'il a engrangé 28 milliards via les dividendes et les privatisations des banques qu'il détient. De là l'affirmation mensongère répétée en boucle dans les médias que le sauvetage n'aura rien coûté au contribuable.

C'est sans compter les 34 milliards "d'actifs pourris" que l'Etat détient encore et qui pourraient, selon l'évolution de la Bourse, lui coûter cher. Ce calcul ne tient pas compte non plus des pertes subies par les communes suite à la faillite de Dexia et que l'Etat n'a pas compensées. De plus, le secteur bancaire belge aux mains de l'Etat a supprimé 1/5^e des emplois (13 000 postes) et fermé 1/3 des agences en dix ans.

Mais le plus grave c'est que les banques recapitalisées avec l'argent public ont repris les mêmes activités nuisibles qui avaient mené à la crise de 2008.

Alors, pour les travailleurs, il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir dans cette opération.



Où est passé l'argent ?

Le gouvernement, en affirmant avoir fait une opération « neutre » en sauvant les banques, n'explique pourtant pas l'endettement à nouveau à la hausse de l'Etat.

En 2007, la Belgique était endettée à hauteur de 87% du PIB (l'ensemble des richesses créées en un an). En 2017, ce taux d'endettement s'élève à 103,1%. Ce sont quelques 134 milliards d'euros qui ont ainsi « disparus ». Et une chose est sûre, ce n'est pas dans les poches des travailleurs, des pensionnés, des chômeurs ou des malades que cet argent a coulé...

Pénurie de médicaments causée par la loi du profit

L'association des pharmaciens belges dénonce une pénurie de plus de 400 médicaments impossibles à obtenir, avec des conséquences parfois graves sur la santé des patients. Ce type de pénurie est dénoncé aussi aux Pays-Bas (700 médicaments indisponibles en 2017) ou en France (530 médicaments indisponibles la même année). Cette pénurie touche y compris des médicaments d'intérêt vital vendus en pharmacie ou aux hôpitaux : des anti-cancéreux, des antibiotiques, des vaccins, des traitements de l'épilepsie ou de la maladie de Parkinson.

Les fabricants prétendent que la cause est une pénurie de matière première. Mais un rapport du Sénat français met en cause une politique délibérée de l'industrie pharmaceutique qui n'hésite pas à provoquer ces pénuries pour imposer des augmentations tarifaires.

Par exemple, en 2009, GlaxoSmithKline est devenu un important actionnaire du groupe Aspen Pharma tout en lui cédant une usine en Allemagne spécialisée dans la fabrication d'anti-cancéreux déjà anciens et financièrement amortis. Les prix de ces médicaments a alors explosé, certaines augmentations atteignant 4 000 % !

En Belgique, la firme a imposé une augmentation de 1.117 % sur le Leukeran, un médicament indispensable pour le traitement de certaines leucémies. « Si la Belgique n'avait pas payé, l'approvisionnement des patients belges aurait été mis en péril » écrivaient cyniquement les responsables de Aspen Pharma. La firme est soupçonnée de restriction artificielle d'approvisionnement dans de nombreux pays et a même été

condamnée par la justice italienne. Mais en 2016, GSK a pu revendre ses actions de Aspen Pharma et empocher un bénéfice de 1,7 milliard d'euros.

Face à ces pratiques scandaleuses, les parlements parlent d'imposer plus de transparence et de contrôle. Mais ce ne sont que des paroles. En pratique, les gouvernements continuent à se soumettre aux conventions passées dans le plus grand secret avec les groupes pharmaceutiques. En Belgique, « l'article 81 » d'une de ces conventions interdit la divulgation du prix négocié pour certains médicaments à d'autres personnes que le patron de la firme et le ministre de la Santé.

Il faudra imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur ce secteur vital en mettant fin au pouvoir absolu des capitalistes.

Lutte contre le tabagisme ?

L'amende pour publicité illégale va être ramenée de 80 000 euros à 2 000 euros pour les vendeurs qui font la publicité pour le tabac. L'argument de la ministre Maggie de Block est que la sanction n'était de toute façon pas appliquée car disproportionnée.

Par contre les accompagnateurs de train pourront désormais infliger une amende à ceux qui fument sur les quais des gares

Sauver les profits des trusts du tabac et sauver les apparences de lutte contre le tabagisme... c'est ce qu'on appelle des lois sur mesure !

Ryanair, Aviapartner, Mestdagh... les travailleurs en lutte contre l'exploitation !

Mercredi 31 octobre, après 6 jours de grève, la direction d'Aviapartner a dû renoncer à son mépris des travailleurs et à ses menaces de faillite pour conclure un accord avec les organisations syndicales. La direction, qui refusait 14 embauches avant la grève, s'est engagée à transformer 27 contrats intérimaires en CDI. 32 autres salariés auront leurs contrats à durée déterminée prolongés, et 40 intérimaires supplémentaires seront embauchés pour diminuer la surcharge de travail.

Les grévistes, habitués à s'entendre refuser un parka anti-pluie ou le remplacement d'une ceinture de sécurité sur leur véhicule électrique, ont vu le grand « CEO » d'Aviapartner venir en personne s'engager à investir 3,2 millions € pour remplacer le matériel défectueux.

Cette grève débutait le 25 octobre, le jour même où la direction belge de Ryanair signait un accord avec les organisations syndicales où les pilotes et le personnel navigant étaient représentés pour la première fois. Ryanair s'engage à respecter le droit belge, et non plus le droit irlandais plus défavorable, en matière de contrat de travail, à partir de janvier 2019.

Ces deux reculs patronaux sont importants, même s'ils sont limités. Le recours aux emplois précaires, la pression sur les travailleurs pour en faire toujours plus, les faibles salaires et les primes qui dépendent de la mauvaise volonté du patron, tout cela n'est pas résolu.

Et il est important que la colère croissante des travailleurs de ces secteurs face à la dégradation de leurs conditions de travail se soit fait entendre. Et il est nécessaire que cette colère s'exprime encore

plus largement. Les raisons ne manquent pas.

A partir du 7 novembre, les organisations syndicales de Bpost organisent 5 journées de grève, secteur après secteur : les centres de tri le premier jour, le transport le 2e, la distribution le 3e, etc. Ces 10 dernières années, Bpost a supprimé 15 000 emplois. De nombreux postiers embauchent une ou deux heures avant le début de leur journée, de peur de ne pas arriver au bout de leur tournée. Le logiciel Géoroute, qui dirige le travail des facteurs, dénombre désormais les secondes par colis à délivrer fixées à l'avance. C'est une organisation du travail aussi épuisante que celle des salariés des centres logistiques de Lidl ou Amazon.

Les travailleurs des Carrefour Market, du groupe Mestdagh, ont fait plusieurs jours de grèves en octobre. Ils continuent à protester contre les 340 suppressions d'emplois (sur 2 000) et le report du travail sur les épaules de ceux qui restent.

Les organisations syndicales planifient ces mouvements de grève, mais se gardent bien de tenter de les unifier, ce qui permettrait aux travailleurs d'être plus forts. Les directions syndicales se limitent à des négociations entreprise par entreprise.

Lors de la grève chez Ryanair, la pression des pilotes, puis du

personnel de cabine, a poussé les syndicats à entreprendre l'organisation de travailleurs précaires à l'échelle de plusieurs pays européens. Mais lors de la grève à Aviapartner, les responsables syndicaux ont usé de leur influence pour dissuader les travailleurs de Swissport,

l'entreprise concurrente d'Aviapartner, de se joindre au mouvement. Pourtant les travailleurs de ces secteurs ont les mêmes problèmes !

Militer pour l'extension des grèves contre la charge de travail, les bas salaires, la précarité, ce n'est pas la politique des directions syndicales. Bien sûr, la grève et son extension ne se décrètent pas. Mais il est nécessaire que les travailleurs retrouvent la perspective d'unification des grèves locales en grève générale, c'est la seule solution pour créer un rapport de force suffisant pour faire reculer le patronat et les gouvernements.

La seule possibilité pour sortir de la précarité et du chômage, c'est de prendre sur les profits pour répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Cela est bien sûr inaccessible dans des luttes entreprises par entreprise, mais tout à fait possible quand des centaines de milliers de travailleurs sont unis dans un même mouvement de grève.

On voit que des grèves, mêmes limitées à quelques entreprises, ont permis de faire ravalier leur morgue aux patrons et de légitimer les travailleurs qui relèvent la tête et disent « NON » ! Unis dans un mouvement beaucoup plus large, les travailleurs peuvent changer bien des choses.



La solidarité n'est pas un crime !

12 personnes sont jugées à Bruxelles pour trafic d'êtres humains. Il s'agit d'hébergeurs de migrants, de bénévoles du Parc Maximilien ou des hébergés qui risquent la prison. 400 personnes étaient venues les soutenir lors de l'ouverture du procès début novembre.

Avec ce procès l'Etat essaie de faire peur aux personnes qui aident les migrants en leur accordant un hébergement pour la nuit, en leur fournissant un repas, une douche chaude, bref en faisant preuve d'une humanité élémentaire. Le délit de solidarité n'existant pas en Belgique, c'est l'accusation de trafic d'être humain qui sert de prétexte aux poursuites.

Trois des hébergeurs ont déjà

fait entre deux et huit mois de prison pour avoir simplement hébergés des migrants.

L'Etat qui refuse de mettre les moyens d'accueil élémentaires pour accueillir et héberger dignement quelques milliers de migrants, trouve par contre les moyens de mettre sur écoute les hébergeurs bénévoles et de les perquisitionner brutalement.

La mobilisation de soutien aux inculpés est un encouragement contre cette intimidation!



Haie d'honneur pour les inculpés

Diviser pour régner

Theo Francken met en cause la signature par la Belgique du pacte de l'ONU sur les migrations. Ce pacte qui dit qu'il faut réguler et ordonner les migrations à l'échelle mondiale, qu'il faut respecter les droits humains des migrants et ne les enfermer qu'en dernier recours, n'apporterait sans doute aucune amélioration pour les migrants et n'engage personne à rien puisqu'il n'est pas contraignant. C'est juste une occasion de plus pour Francken de présenter les migrants comme une menace qu'il faut combattre.

Quoi de plus naturel pour ce serviteur des patrons que de tenter de dévier la colère des travailleurs vers d'autres travailleurs plutôt que contre le patronat et le capitalisme.

Alors : travailleurs de tous les pays unissons-nous !

Dans le monde

Grèce : l'aide aux migrants condamnée

L'organisation Human Rights Watch dénonce l'emprisonnement de Sarah Mardini, une militante humanitaire de 23 ans, arrêtée cet été par la police en Grèce. Son seul crime est d'avoir empêché que des migrants meurent en mer.

Elle-même réfugiée syrienne, Sarah Mardini s'était rendue célèbre avec sa sœur Yusra en août 2015 : alors qu'elles se trouvaient avec 18 autres migrants à bord d'un petit canot pneumatique tombé en panne en mer Égée, entre la Turquie et Lesbos, les deux sœurs s'étaient jetées à l'eau et avaient tiré le canot jusqu'à

cette île. Surnommée depuis « la sirène de Damas », Yusra Mardini a brillé aux JO de Rio l'été 2016, dans l'équipe des athlètes réfugiés. Quant à Sarah Mardini, devenue étudiante en sciences économiques et sociales en Allemagne, elle milite depuis août 2017 à Lesbos auprès du ERCI (Centre international d'intervention d'urgence) et a participé à des opérations de recherche et de sauvetage en mer.

Cela lui a valu d'être arrêtée le 21 août dernier à l'aéroport de Lesbos, alors qu'elle s'apprêtait à rentrer en Allemagne. En prison à Athènes, accusée de participation à une organisation criminelle, violation de secrets d'État et recel, elle risque la perpétuité.

Après avoir fui son pays ravagé par la guerre et échappé mille fois à la mort, elle se retrouve emprisonnée en Europe, peut-être à vie, pour avoir sauvé d'autres migrants de la noyade. Le sort de Sarah en dit long sur la barbarie de cette société.

Un représentant féroce d'un système impitoyable

En pleine campagne électorale, le président Trump a donné l'ordre de déployer l'armée à la frontière mexicaine pour empêcher le passage d'une caravane de milliers de migrants d'Amérique centrale. Trump n'a pas hésité à recommander aux soldats de tirer si nécessaire.

Il faut espérer que les soldats le prendront comme une parole électorale et pas comme un ordre. Une chose est sûre cependant : Trump n'enverra jamais de soldat pour empêcher les patrons américains d'exploiter sans scrupules ces mêmes migrants dans les usines et les champs aux Etats-Unis.



Les soeurs Mardini